

# Droits humains

**Formation** Vernetzung

Analyse **Menschenrechtspolitik**

Sensibilisierung **Information**

**Menschenrechte**

Réseaux **Bildung** **Sensibilisation**

**Politique des droits humains**

Rapport annuel 2014



[humanrights.ch](http://humanrights.ch)

© humanrights.ch

Mars 2015

Rédaction:

Christina Hausammann

Matthias Hui

David Mühlemann

Alex Sutter

Mise en page:

Atelier Bläuer, Berne

## Quinze ans de humanrights.ch

L'association humanrights.ch a débuté ses activités il y a 15 ans sous le nom de «Droits humains Suisse». À l'époque, l'importance politique des droits humains manquait encore de reconnaissance en Suisse: les droits humains des enfants, des minorités religieuses et étrangères ou des gens du voyage suisses n'étaient en général pas pris en compte.

Depuis, les choses ont changé: les droits humains reconnus par la Suisse sont intégrés au débat public. Par ailleurs, d'autres minorités, telles que les personnes en situation de handicap, les gays, les lesbiennes et les personnes trans et intersexuelles, exigent à présent des droits humains. La société a donc pris davantage conscience de l'importance d'accorder les mêmes droits à tous les individus et reconnaît qu'il est juste qu'ils puissent exiger une protection équivalente de leurs droits.

Depuis 1999, le site internet humanrights.ch contribue de manière importante à la diffusion du principe des droits humains en Suisse. En 2014, les pages du site ont, pour la première fois, été consultées plus d'un million de fois par le public. Le besoin de s'informer sur la portée des droits humains en Suisse reste donc réel.

Il y a 15 ans, rien ne laissait présager que les droits humains puissent à nouveau être remis en question en Suisse. C'est à présent le cas: en octobre 2014, l'Union démocratique du centre (UDC) a annoncé le lancement d'une initiative qui demande que soit inscrite dans la Constitution la primauté du droit suisse sur le droit international. Les craintes que suscite cette initiative pour l'avenir des droits humains en Suisse ont accompagné humanrights.ch tout au long de l'année 2014. Et il semble malheureusement peu probable de voir cette inquiétude disparaître prochainement.

**Christina Hausammann et Alex Sutter**

Direction de humanrights.ch

## Renseignements et conseils

Les demandes individuelles d'aide et de soutien en cas de situations difficiles ainsi que les demandes d'informations de base dans le domaine des droits humains ont augmenté par rapport à l'année dernière. L'équipe de humanrights.ch a ainsi traité et répondu à quelque 450 sollicitations – 100 de plus que l'année précédente – par téléphone, e-mail, courrier ou contact personnel.

Ces demandes émanaient notamment de journalistes, d'élèves ou d'étudiantes et étudiants pour la rédaction de travaux scientifiques. La majorité cependant était cette année encore le de personnes confrontées à des situations d'urgence, souvent à la recherche désespérée d'un appui juridique ou d'une oreille attentive.

Offrir des conseils individuels en cas de demandes de soutien est un travail qui prend du temps et humanrights.ch manque manifestement de ressources pour cela. Toutefois, nous avons pour principe de prendre en compte toutes les sollicitations et d'apporter des réponses aussi constructives que possible à toutes les demandes. C'est pourquoi l'équipe s'attache surtout à rediriger les demandeuses et demandeurs vers d'autres organismes appropriés. Ce n'est que dans des cas exceptionnels que humanrights.ch apporte des conseils juridiques ou intervient directement. Dans certains cas, symptomatiques d'un grave défaut du système global, nous proposons, avec le consentement de la personne concernée, un suivi de la procédure sur notre plateforme d'information.

Le travail de soutien que nous offrons serait impossible sans les contributions de nos membres et les dons récoltés. Un tout grand merci donc à nos membres et à nos donatrices et donateurs!

## Une sélection des situations traitées en 2014:

### Racisme/discrimination

- ▶ Insultes racistes sur Facebook
- ▶ Licenciement à caractère antisémite
- ▶ Fils handicapé discriminé au travail

### Droit des étrangers/droits d'asile

- ▶ Expulsion d'un Kosovar âgé de 53 ans vivant en Suisse depuis 40 ans. Expulsion de son épouse tchèque.
- ▶ Demande de naturalisation rejetée
- ▶ Suisseuse craignant pour l'état de santé d'un demandeur d'asile malade et mal logé
- ▶ Irakien souhaitant amener en Suisse sa mère et sa sœur handicapée vivant dans une zone de conflit
- ▶ Famille de demandeurs d'asile tchéco-tchènes se plaignant de traitements inhumains par les autorités
- ▶ Perte de l'autorisation de séjour après séparation

### Placement à des fins d'assistance

- ▶ Homme hospitalisé dans une clinique psychiatrique demandant des informations sur ses droits
- ▶ Placement de force dans un logement encadré pour des problèmes d'alcool

### Police/justice/prison

- ▶ Vidéo islamiste sur Youtube – que faire?

- ▶ Grève de la faim d'un détenu souffrant de troubles psychologiques (Vaud)
- ▶ Détention provisoire trop longue et trop stricte

### Droits sociaux

- ▶ Discrimination de bénéficiaires de l'aide sociale
- ▶ Locataire expulsé de son appartement après 50 ans
- ▶ Exclusion de l'AI des personnes souffrant de douleurs chroniques et de troubles psychologiques (divers cas)

### Demandes de l'étranger

- ▶ Un tueur en série libanais se cache en Suisse
- ▶ À qui s'adresser pour des crimes de guerre commis durant la 2e Guerre mondiale?
- ▶ Une Suisseuse se demande comment quitter la Palestine
- ▶ Organisation sud-coréenne en visite en Suisse: échange sur le thème des réfugiés

### Droits des parents/droits des enfants

- ▶ Questions sur la discrimination (garde parentale)
- ▶ Détresse après un enlèvement d'enfant

# Plateforme internet [www.humanrights.ch](http://www.humanrights.ch)

La plateforme d'information [humanrights.ch](http://humanrights.ch) se place pour son rapport annuel 2014 sous le triple signe de la continuité, du renouveau et de l'innovation.

## **Croissance constante**

La plateforme d'information s'est une fois de plus étoffée de quelque cent articles supplémentaires et compte désormais 7390 articles html. Malgré cet accroissement, l'accent a été mis en 2014 sur l'amélioration des contenus existants, tout particulièrement des dossiers thématiques. En outre, quelques ajustements d'ordre structurel, avant tout dans la rubrique «Objectif Suisse», ont demandé beaucoup de travail.

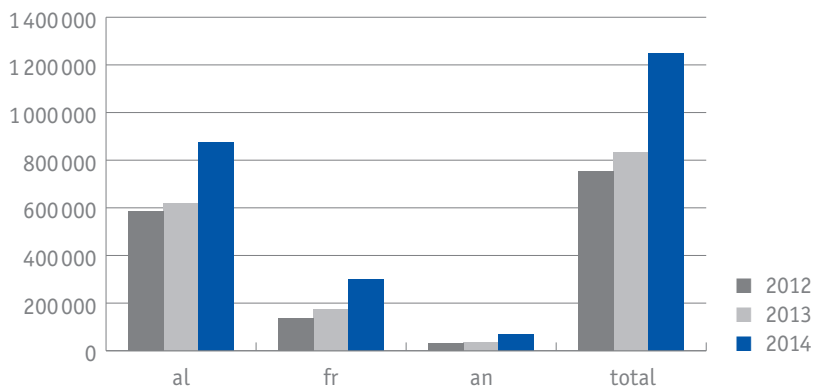
## **Renouveau: plus d'un million de visites**

Pour l'année écoulée, la plateforme a enregistré en moyenne quelque 1540 visites et 3500 pages consultées par jour. Du 1<sup>er</sup> octobre 2013 au 30 septembre 2014, [humanrights.ch](http://humanrights.ch) a reçu 561 000 visites et ses pages ont été consultées près de 1 268 000 fois. Pour la première fois dans l'histoire de [humanrights.ch](http://humanrights.ch), la barre du million de visites en un an a été franchie, et ce largement.

En comparaison avec l'année précédente, il s'agit d'une augmentation d'environ 50 pour cent d'utilisateurs, soit de loin la plus grosse progression des cinq dernières années.

Si les mesures techniques ont favorisé cette augmentation, l'intérêt croissant de la population pour les questions liées aux droits humains, notamment à la suite de leur remise en question par certains politiques, y aura certainement également contribué.

Comme le montre clairement le graphique, le nombre de visites a crû dans les trois langues :



### **Innovation: « responsive webdesign »**

En 2014, tout a été mis en place afin de pouvoir, durant l'année à venir, adapter la plateforme d'information de telle sorte qu'elle soit consultable aisément depuis les smartphones et les tablettes, c'est-à-dire sur toute taille d'écran. Cette restructuration devrait être terminée à la fin 2015.

Les documentations suivantes ont été créées ou restructurées dans le courant de l'année 2014:

- ▶ Nouvelle rubrique «Recommandations à la Suisse» (al/fr)
- ▶ Nouvelle rubrique «EU und die Menschenrechte» avec 9 sous-rubriques (al)
- ▶ La rubrique «Décisions Tribunal fédéral» a été dotée d'un moteur de recherche thématique (al/fr)
- ▶ Restructuration de la rubrique «Démocratie directe/droits humains» (al/fr)

**Vision** ► Humanrights.ch défend la vision d'une Suisse où les droits humains et les droits fondamentaux seraient des valeurs motrices de la société et de la politique et y joueraient un rôle décisif: La société reconnaît l'importance essentielle des droits humains et des droits fondamentaux; les droits humains et les droits fondamentaux sont intégrés dans la conscience ordinaire; la Suisse poursuit une politique des droits humains active et cohérente, sur son territoire comme à l'étranger; législateurs et instances juridiques reconnaissent les droits humains et les droits fondamentaux, les protègent et les mettent en œuvre; les droits humains et les droits fondamentaux sont applicables aux cas individuels.

**Identité** ► Humanrights.ch se considère comme étant une organisation indépendante, professionnelle, spécialisée et autonome sur le plan institutionnel et idéologique. Humanrights.ch fait partie de la société civile et développe au besoin des correctifs critiques quant aux actions et politiques gouvernementales. Humanrights.ch viabilise l'accès de tout à chacun au spectre complet des droits humains en vigueur et de leur incidence pratique.

**Objectifs** ► Humanrights.ch contribue à la reconnaissance, la mise-en-œuvre et le respect, en Suisse et par la Suisse, de tous les droits humains internationaux en vigueur. Dans le débat politique actuel, Humanrights.ch adopte une position et une attitude favorables à celles et ceux dont les droits humains et les droits fondamentaux ont été abusivement restreints. Humanrights.ch développe une offre et des instruments qui renforcent au sein de la société civile, de la politique et de l'administration, la conscience de l'existence des droits humains et de la responsabilité qui en découle pour certains acteurs sociétaux. Humanrights.ch défend les droits humains et les droits fondamentaux en vigueur contre toute attaque politique.



## Mandat pour le Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH)

Dans le cadre de son mandat avec le CSDH, humanrights.ch est chargé de la production des newsletters et de la gestion du site internet du Centre. Dans ces deux domaines, nous nous sommes engagés en 2014 dans des processus de réforme. La rédaction des newsletters a été réorganisée, afin de proposer une diffusion plus fréquente, mais moins volumineuse. Le site internet du CSDH, tout particulièrement son aspect graphique, a fait l'objet de quelques ajustements.

D'un point de vue stratégique, le représentant de humanrights.ch dans le directoire du CSDH s'est impliqué de manière active dans les débats relatifs au terme de la phase pilote du CSDH prévu à la fin 2015.

### **Engagement pour une Institution indépendante des droits humains**

À l'été 2015, le Conseil fédéral prendra une décision stratégique concernant le sort à donner au CSDH. Humanrights.ch continue comme auparavant de plaider pour la création à moyen terme d'une Institution indépendante des droits humains qui puisse prendre le relai du CSDH.

C'est dans cette optique que humanrights.ch s'est impliqué activement dans l'élaboration d'un «modèle d'Institution nationale des droits humains en Suisse» dans le cadre de la Plateforme droits humains des ONG.

► [www.humanrights.ch/fr/droits-humains-suisse/interieure/institution-nationale/nouvelles/modele-ong-indh-ch](http://www.humanrights.ch/fr/droits-humains-suisse/interieure/institution-nationale/nouvelles/modele-ong-indh-ch)

En outre, nous avons créé sur la plateforme humanrights.ch une série de portraits d'Institutions nationales des droits humains en Europe.

► [www.humanrights.ch/fr/droits-humains-suisse/interieure/institution-nationale/serie-indh](http://www.humanrights.ch/fr/droits-humains-suisse/interieure/institution-nationale/serie-indh)

# Réseau de consultations pour victimes de racisme

Le Réseau de consultations pour victimes de racisme, projet commun de l'association humanrights.ch et de la Commission fédérale contre le racisme (CFR), a été fondé en 2005. Il représente un élément important de la protection suisse contre la discrimination.

## S'agrandir

Le réseau compte aujourd'hui seize services spécialisés de consultations issus de toutes les régions linguistiques de Suisse. Durant l'année 2014, pas moins de neuf nouveaux services ont intégré le réseau. Il faut notamment souligner l'adhésion de Cadris, première organisation tessinoise du réseau de consultations.

Le réseau de consultations offre un soutien considérable pour la professionnalisation des petits services de consultations qui se sont spécialisés dans le domaine de la discrimination raciste. Il leur offre en effet la possibilité d'entrer en contact avec différents types de services, plus grands et parfois très expérimentés.

Dans le cadre des programmes cantonaux d'intégration, six cantons se sont déclarés prêts à accorder un soutien financier annuel au réseau de consultations pour les victimes de racisme. L'ancrage institutionnel dans les cantons devra, à l'avenir également, être poursuivi.

## Refonte de la base de données

La refonte du «système de documentation et de monitoring» (DoSyRa) pour le recensement des cas de racisme, qui sera achevée à l'été 2015, représente une étape décisive. DoSyRa est une banque de données utilisée en commun par les services de consultations du réseau, qui sert aussi bien à la gestion des cas à l'interne qu'au suivi commun du phénomène. Les services de consultations par-

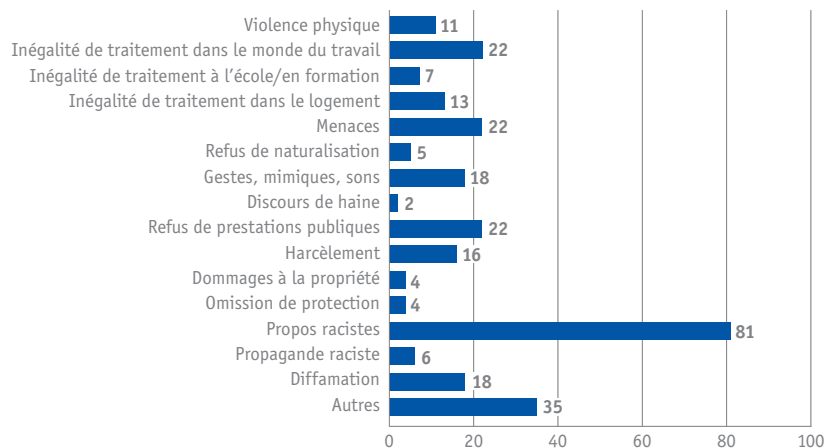
Participant au projet y enregistrent les cas traités. Une fois enregistré, le récit des faits est ensuite traduit en caractéristiques analytiques. Les profils statistiques des cas font l'objet d'une évaluation annuelle publiée dans un rapport de monitoring.

## Rapport de monitoring «Incidents racistes traités dans le cadre de consultations»

Le rapport annuel de monitoring «Incidents racistes traités dans le cadre de consultations» est un des recueils de données annuels les plus fiables sur les incidents racistes survenus en Suisse. Le rapport annuel a été publié en juin 2014 pour la sixième fois déjà.

Entre janvier et décembre 2013, les services de consultations ont classé et enregistré 218 cas. Voici ci-dessous un exemple de graphique tiré du rapport de monitoring 2013 publié en juin 2014.

Figure 5 **Forme de discrimination** N = 286 (plusieurs réponses possibles)



Le rapport de monitoring sur les incidents racistes traités par les services de consultations (janvier–décembre 2013) peut être téléchargé sur le site internet du Réseau de consultations [www.network-racism.ch](http://www.network-racism.ch) ou commandé en format brochure à l'adresse [info@humanrights.ch](mailto:info@humanrights.ch).

# Plateforme droits humains des ONG

## Histoire d'un succès

Fondée en janvier 2013, la «Plateforme droits humains des ONG» rassemble actuellement 83 organisations non gouvernementales suisses. Établies en Suisse romande et en Suisse alémanique, ces associations, dont les activités en faveur des droits humains représentent un large spectre thématique, s'engagent toutes pour le respect des droits humains en Suisse et/ou à l'étranger. C'est à l'initiative de [humanrights.ch](http://humanrights.ch) qu'elles ont décidé de se regrouper, afin de renforcer les efforts menés dans le domaine des droits humains en Suisse et de lutter pour la création d'une Institution nationale et indépendante des droits humains.

► [www.humanrights.ch/de/menschenrechte-schweiz/akteure/ngo-plattform/](http://www.humanrights.ch/de/menschenrechte-schweiz/akteure/ngo-plattform/)

Le noyau dur de la Plateforme des ONG s'est réuni deux fois en 2014. Les discussions ont porté principalement sur l'avenir du Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH), ainsi que sur sa transformation en une véritable Institution nationale indépendante des droits humains selon les dispositions de l'ONU. Le «Groupe de travail CSDH» de la Plateforme a rencontré la direction et les membres du conseil du Centre suisse de compétence pour les droits humains afin de mener plusieurs discussions.

Le 26 août 2014, quelque 50 représentantes et représentants issus de 30 organisations de la Plateforme des ONG se sont réunis lors de la 2e réunion annuelle à Berne. La réunion avait pour thème: «La Suisse et la CEDH: les 40 ans d'une conquête sous pression politique».

Sous la houlette de la Plateforme droits humains des ONG, deux rapports alternatifs portant sur les accords internationaux ont été publiés: premièrement, le 4<sup>e</sup> rapport alternatif des ONG sur la mise en œuvre de la Convention contre le racisme; deuxièmement, le rapport des ONG sur le 1<sup>er</sup> rapport de la Suisse traitant de la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains.

### Association « Dialogue CEDH »

Lors de la 5<sup>e</sup> réunion du noyau dur de la Plateforme droits humains des ONG le 4 novembre 2014, il a été décidé d'intégrer la nouvelle organisation « Dialogue CEDH ». Cette organisation, qui a été fondée à partir d'un groupe de travail de la Plateforme des ONG, a effectué sa première action publique le 27 novembre 2014 en lançant sa campagne « Facteur de protection D ». Facteur de protection D entend s'opposer à l'initiative UDC « Le droit suisse prime le droit étranger » en sensibilisant un large public à l'importance des droits humains.



► [www.facteurdeprotection-d.ch](http://www.facteurdeprotection-d.ch)

Les organisations suivantes forment le noyau dur de la Plateforme droits humains des ONG:

- |                         |   |   |
|-------------------------|---|---|
| ► Alliance Sud          | ► HEKS                                      | ► Organisation suisse d'aide aux réfugiés, OSAR |
| ► Amnesty International | ► Humanrights.ch                            |   |
| ► CODAP                 | ► NCBI                                      | ► Conseil suisse pour la paix, SFR              |
| ► CIFEDHOP              | ► Réseau suisse des droits de l'enfant      | ► gggfon  |
| ► Dialogue EMRK         | ► Coordination post Beijing des ONG Suisses |   |
| ► Égalité Handicap      |   |   |
| ► Déclaration de Berne  |   |   |

## Groupe de travail des ONG pour l'OSCE

Humanrights.ch assume la coordination du groupe de travail suisse depuis sa création à l'été 2013. Celui-ci rassemble en réseau plus de 20 organisations, qui traitent de questions en lien avec les droits humains et la démocratie dans le cadre de l'OSCE. C'est sous la présidence suisse de l'OSCE qu'a été donnée l'impulsion nécessaire à cet engagement supplémentaire de la société civile en faveur des droits humains.

La Suisse a initié et organisé en 2014 plusieurs conférences de l'OSCE, auxquelles ont été conviées systématiquement des organisations des droits humains issues des pays membres de l'OSCE. Cela a permis aux ONG participant au groupe de travail de s'ouvrir à un domaine d'actions de portée internationale: la lutte contre la torture.

Les 10 et 11 juin a eu lieu à Berne une grande Conférence de l'OSCE sur la protection des personnes qui œuvrent pour la défense des droits humains. À cette occasion, le groupe de travail des ONG a organisé avec Swisspeace une réunion à l'Université de Berne, lors de laquelle les participantes et participants suisses et de l'étranger ont examiné l'engagement de la Suisse pour la protection des défenseuses et défenseurs des droits humains dans plusieurs États.



## NGO-Konferenz an die OSZE

Am 4. und 5. Dezember hat die Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (OSZE) in Wien eine Konferenz für und von Zivilgesellschaften organisiert. Die rund 120 Teilnehmerinnen und Teilnehmer haben im Laufe des Jahres Empfehlungen an die OSZE zusammengetragen. Diese betreffen eine breite Palette an Themen, insbesondere die Förderung von Menschenrechtsverteidigerinnen und die Bekämpfung von Intoleranz.

Im Vorfeld dazu hat Swisspeace mit dem internationalen Solidarity Platform vom 1. bis 3. Dezember eine Konferenz für und von Organisationen aus dem OSZE-Raum organisiert. Die rund 120 Teilnehmerinnen und Teilnehmer haben im Laufe des Jahres Empfehlungen an die OSZE zusammengetragen. Diese betreffen eine breite Palette an Themen, insbesondere die Förderung von Menschenrechtsverteidigerinnen und die Bekämpfung von Intoleranz.

En outre, le groupe de travail des ONG pour l'OSCE a accompagné en 2014 l'auto-évaluation de la Suisse sur le respect de ses propres obligations dans le cadre de l'OSCE en matière de droits humains. Les thèmes traités étaient variés: élections, tolérance/discrimination, liberté d'expression, traite des êtres humains, études genre. Le groupe de travail a porté un regard critique sur le nouvel instrument d'auto-évaluation.

Par ailleurs, le groupe de travail s'est impliqué à la préparation du contenu de la «OSCE Parallel Civil Society Conference 2014», qui s'est déroulée avant la conférence des ministres de l'OSCE début décembre 2014 à Bâle. Le groupe de travail a collaboré de manière intensive avec les organisateurs du Civil Solidarity Platform, réseau international d'ONG, et ceux de Swisspeace.

Le groupe de travail a décidé de poursuivre ses activités liées à l'OSCE durant l'année 2015. Selon un sondage, le travail de coordination de humanrights.ch est très apprécié par l'ensemble des personnes impliquées.

► [www.humanrights.ch/fr/droits-humains-suisse/exterieure/organisations-internat/osce](http://www.humanrights.ch/fr/droits-humains-suisse/exterieure/organisations-internat/osce)

## erenz richtet Empfehlungen E-Aussenministerkonferenz

ber 2014 findet in Basel das Ministertreffen der  
cherheit und Zusammenarbeit in Europa (OSZE) r  
rn und rund 1200 Delegierten aus 57 Staaten statt

peace in Zusammenar- der Schweiz zu den OSZE-Verpflichtungen  
en NGO-Netzwerk Civic die Basler Deklaration zu Intoleranz, Diskrim  
bis 3. Dezember 2014 rung und Hassverbrechen.  
zivilgesellschaftlichen  
OSZE-Raum organisiert.  
den aus 30 Ländern  
2014 ein ganzes Paket  
OSZE-Aussenminister  
betreffen eine ganze  
ondere die Meinungsä  
ngsfreiheit, den Schutz  
diger/innen, die Be-  
Diskriminierung und

der Schweiz zu den OSZE-Verpflichtungen  
die Basler Deklaration zu Intoleranz, Diskrim  
rung und Hassverbrechen.

### Übergabe der Empfehlungen an den Vorsitzenden der OSZE

Die gebündelten Empfehlungen wurden am  
2014 im Rahmen einer Medienkonferenz  
NGO-Konferenz dem amtierenden Vorsit  
der OSZE, Bundesrat Didier Burkhalter, i  
senheit eines Vertreters des serbischen Au  
nisters zu Händen der OSZE-Aussenmini  
ferenz vom 4. und 5. Dez. übergeben. Im La

## Réunions de l'OSCE

Dans cette rubrique, vous trouverez des info  
le domaine de la Dimension humaine. En règ  
libre à ces événements.

### 2014

12 – 18 février  
Not for Sale - Joint Forces against Trafficking  
Communiqué de presse du DFAE du 17 février

24 – 25 février  
Atelier régional (workshop) de la société civile  
Sujets: prévention de la torture et crime de ha  
Communiqué de presse de l'OSCE du 24 février

7 – 9 avril  
Atelier régional (workshop) de la société civile à  
Sujets: Torture, sphère privée et protection des  
Informations sur le site web de l'OSCE

10 – 11 avril  
Supplementary Human Dimension M  
Sujets: T

# Personnalités

## Le comité

Le comité était composé comme précédemment des personnes suivantes:

- Jürg Schertenleib, juriste (président), Berne
- Kaj Rennekampff (finances), Berne
- Anja Eugster, juriste, Zurich
- Verdiana Grossi, historienne, Genève
- Michael Marugg, juriste, Dübendorf
- Tarek Naquib, juriste, St-Gall
- Marianne Roth, conseillère en communication, Zurich
- Ruedi Tobler, expert en droits humains, Walzenhausen/AR
- Judith Wyttenbach, juriste, Berne

## L'équipe

- Alex Sutter, codirigeant/rédacteur en chef du site internet
- Christina Hausammann, codirigeante/collaboration pour divers projets
- Beatrice Schild (rédaction web, version allemande)
- Isabelle Michaud (rédaction web, version française)
- David Mühlemann (Réseau de consultations pour les victimes de racisme/allrounder, administration)

- Matthias Hui, coordination du Groupe de travail des ONG pour l'OSCE
- Patrick Low (traduction, version anglaise)

## Stagiaires et civilistes

- Laura Knöpfel
- Sarah Masoud
- François Meier
- Mihaela Nikolova

## Collaborations bénévoles

- Anita Kunath
- Ksenia Lobova
- Blandine Guignier

## Comptabilité et fiduciaire

Renato Giacometti, Abrakadabra Treuhand, Langnau

## Service web

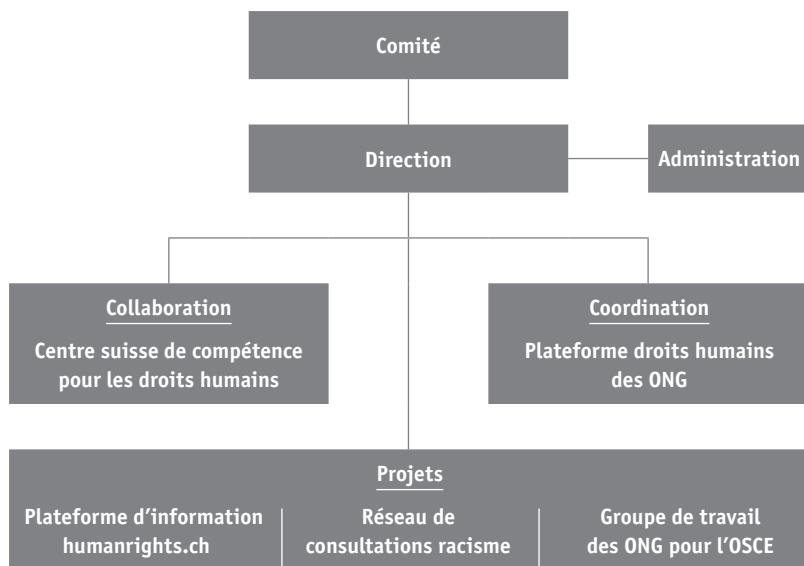
Flavia Vattolo et Carol Brandalise, weave.ch, Zurich

## Support PC

Kevin Eggel



## Organigramme



### Mutations

Deux collaboratrices de longue date ont quitté humanrights.ch en 2014. C'est avec regret que nous les avons laissées partir :

- **Laura Zingale**, qui gérait depuis l'automne 2009 le projet Réseau de consultations pour victimes de racisme, a quitté humanrights.ch à la fin août 2014. Elle a été très impliquée dans le développement du Réseau de consultations.
- **Maj-Britt Horlacher** (secrétariat, allrounder) a terminé ses études en 2014 et s'apprête à relever de nouveaux défis. Durant deux ans et demi, elle a représenté un soutien essentiel pour les activités de humanrights.ch.

C'est **David Mühlemann** qui assure la poursuite du travail de Maj-Britt Horlacher. Il a débuté son activité chez humanrights.ch en mai 2014 et est en charge du projet «Réseau de consultations pour victimes de racisme» depuis septembre.

- En décembre 2013, **Matthias Hui** a rejoint l'équipe. Il a repris la direction du groupe de travail des ONG pour l'OSCE, alors assurée par Eliane Scheibler.

# Comptes annuels 2014

Période du 1<sup>er</sup> octobre 2013 au 30 septembre 2014

Dépenses	
<b>Général</b>	
Salaire de la direction	31 047
Administration	27 972
Salaires stagiaires/civilistes	7 642
Assurance maladie et accidents	1 332
Loyer du bureau et charges	14 702
Matériel de bureau/copies/ impressions	3 941
Tél./internet/port/électricité	3 230
Autres charges	16 447
<b>Charges avant les mandats &amp; projets</b>	<b>106 313</b>
<b>Mandat CSDH</b>	
Total charges	80 442
<b>Projets</b>	
humanrights.plus	264 624
Réseau de consultations racisme	36 370
Plateforme des ONG	24 184
Coordination OSCE	51 540
<b>Charges mandat &amp; projets</b>	<b>457 161</b>
Charges extraordinaires	22
<b>Total</b>	<b>563 496</b>
<b>Bénéfice</b>	<b>38 263</b>

Rentrées	
<b>Général</b>	
Membres	36 120
Dons	51 770
Overhead de projets	39 400
Mandats et autres produits	13 986
<b>Produits avant les mandats &amp; projets</b>	<b>141 276</b>
<b>Mandat CSDH</b>	
Indemnisation totale	80 442
<b>Projets</b>	
humanrights.plus	264 624
Réseau de consultations racisme	36 370
Plateforme des ONG	24 184
Coordination OSCE	51 540
<b>Produit mandat &amp; projets</b>	<b>457 161</b>
Produits extraordinaires	3 321
<b>Total</b>	<b>601 759</b>

Remarque: en raison de dons individuels plus élevés, humanrights.ch boucle l'année avec des comptes annuels 2014 bien plus positifs que prévu. Les bénéfices réalisés sont préservés dans les réserves de l'organisation, qui atteignent ainsi – compte tenu de la masse salariale – le seuil minimal.

## Bilan au 30.9.2014

Actifs	
Actifs circulant	265 626.30
Actifs immobilisés	1 460.00
<b>Total des actifs</b>	<b>267 086.30</b>

Passifs	
<b>Capitaux tiers</b>	
Obligations à court terme	36 665.20
Fonds liés aux projets	126 638.06
<b>Total capitaux de tiers</b>	<b>163 303.26</b>
<b>Fonds propres</b>	
Fonds de l'association	65 520.21
Bénéfices	38 262.83
<b>Total fonds propres</b>	<b>103 783.04</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>267 086.30</b>

## Remerciements

Humanrights.ch remercie les membres de leur fidélité et de leur soutien tout au long de l'année 2014. Il adresse des remerciements particuliers aux généreux donateurs et donatrices.

Vos contributions et vos dons nous aident à mieux couvrir les charges administratives ainsi que les activités qui ne sont pas liées aux projets, telles que les renseignements et les conseils.

En tant qu'organisation spécialisée, nous comptons uniquement sur un cercle relativement restreint de quelque 400 membres. En raison d'un financement insuffisant, nous faisons face depuis de nombreuses années à un déficit structurel, qui se traduit par des heures supplémentaires non payées. C'est pourquoi nous apprécions d'autant plus votre soutien.



**humanrights.ch**

Hallerstrasse 23, CH-3012 Berne, Téléphone +41 31 302 01 6  
info@humanrights.ch, www.humanrights.ch  
CP 34-59540-2